Matthieu BRÉJON DE LAVERGNÉE, *Histoire des Filles de la Charité (XVIIe-XVIIIe siècle)*

Paris, Fayard, 2011, 690 pages.

Bernard Hours

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/10647>

DOI : [10.4000/clio.10647](https://doi.org/10.4000/clio.10647)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2012

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Bernard Hours, « Matthieu BRÉJON DE LAVERGNÉE, *Histoire des Filles de la Charité (XVIIe-XVIIIe siècle)* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 35 | 2012, mis en ligne le 05 juin 2012, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/10647> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.10647>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

Tous droits réservés

Matthieu BRÉJON DE LAVERGNÉE, *Histoire des Filles de la Charité (XVII^e- XVIII^e siècle)*

Paris, Fayard, 2011, 690 pages.

Bernard Hours

RÉFÉRENCE

Matthieu BRÉJON DE LAVERGNÉE, *Histoire des Filles de la Charité (XVII^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Fayard, 2011, 690 pages.

- 1 Il n'existait encore aucune synthèse digne de ce nom sur l'une des congrégations féminines les plus importantes par le nombre et l'extension : à leur apogée dans les années 1960, les Filles de la Charité étaient 45 000 ; elles sont encore présentes aujourd'hui dans une centaine de pays. Ce volume se présente comme le premier d'une histoire qui fera l'objet d'un second tome couvrant la période contemporaine depuis la Révolution. Il concerne la France et accessoirement la Pologne, seul pays dans lequel la congrégation a essaimé avant le XIX^e s. Cette étude fouillée fera référence pour longtemps, écrite dans un style limpide, appuyée sur une exploitation rigoureuse des archives ; elle est munie d'une solide bibliographie, d'un index et de notes abondantes, éclairée par de nombreuses cartes et par la publication de documents significatifs en annexe de chaque chapitre. Connu pour ses travaux sur la Société Saint-Vincent-de-Paul et le catholicisme social au XIX^e s., l'auteur se montre parfaitement à l'aise dans la période moderne.
- 2 Pour tout historien d'un ordre religieux, la figure des fondateurs constitue un passage risqué en raison du poids de leur représentation mémorielle construite au fil des générations. M. Bréjon de Lavergnée s'est contenté de mettre l'accent soit sur des points négligés jusqu'à présent, soit sur les aspects qui permettent de mieux comprendre les origines de la Compagnie. À propos du bref passage de Vincent de Paul

à Châtillon-sur-Chalaronne en 1617, paroisse rurale moins déshéritée que l'hagiographie ne l'a laissé entendre, il éclaire les circonstances de sa nomination étroitement liée à l'histoire de la jeune congrégation de l'Oratoire. Il met l'accent sur le rôle des gardes-malades associées à la confrérie de charité qu'il y fonda sur le modèle des confraternités romaines, et voit en elles la préfiguration des futures Filles de la Charité. De Louise de Marillac, il éclaire définitivement le « mystère » de ses origines illégitimes et montre bien l'impact de cette souffrance intime sur sa psychologie et sur sa vie spirituelle. Il retrace la lente maturation personnelle de la fondatrice depuis l'expérience libératrice de la Pentecôte 1623 dans l'église Saint-Nicolas des Champs jusqu'à l'établissement de la compagnie en 1633.

- 3 La compagnie est vraiment née de la rencontre entre Marguerite Nezot et Louise à qui Monsieur Vincent envoya cette « fille de paroisse ». Les dames des confréries paroissiales de charité organisées par les Lazaristes au cours de leurs missions rurales aussi bien qu'à Paris surmontaient avec peine la répugnance sociale que le service des pauvres malades leur inspirait. D'où l'idée de recruter des filles du peuple pour remplir cet office. On a souvent parlé du génie de Monsieur Vincent qui sut mettre sur pied – à rebours de l'esprit post-tridentin qui ne reconnaissait à la femme que deux positions sociales, le mariage ou le cloître – une congrégation non soumise à la clôture. L'auteur est plus précis : son génie consiste à avoir constitué les Filles de la Charité non pas en congrégation religieuse (même si dans la pratique elles y ressemblent en tous points), mais en confrérie, et d'avoir su maintenir l'ambiguïté une fois obtenue leur reconnaissance définitive par l'archevêque de Paris en 1655. Mais celle-ci ne valait que pour son diocèse puisqu'il s'agissait d'une confrérie. Contournée de manière tacite, la difficulté fut levée par Benoît XIV dont la constitution *Quamvis justo* (1749) admit le principe d'une autorité supérieure centrale s'exerçant sur des maisons réparties dans des diocèses différents.
- 4 Le gouvernement de la compagnie fait l'objet d'une analyse très fouillée. La supérieure élue applique les directives du supérieur général de la Mission à qui reviennent les décisions (élections, fondations, arrêt des comptes) et du directeur qui l'assiste et exerce une fonction de conseil. Jean Bonnet dont le supérieurat au début du xviii^e s. a été marqué par une importante clarification réglementaire, rappelait la nature de cette sujétion : celle d'une fille à son père. La supérieure type est une femme d'expérience, de trente ans de vocation, ayant exercé des responsabilités soit en paroisse soit en hôpital, et ayant appartenu au conseil qui assiste la supérieure dans son gouvernement. Une vingtaine de supérieures se succédèrent entre 1633 et 1790, et certaines d'entre elles, comme Mathurine Guérin à la fin du xvii^e s., ont marqué la vie de la compagnie. Le corps électoral se restreint : seules votent les sœurs de Paris et des environs, si bien qu'en raison de la multiplication des établissements, il passe de 34 % des sœurs en 1685 à 9 % en 1787, ce qui favorise sans doute les contestations de l'autorité durant la deuxième moitié du xviii^e s. La centralisation se renforce autour de la maison mère de Paris, qui trouve son emplacement définitif en face de Saint-Lazare en 1641 et son extension définitive en 1692. Elle est à la fois un lieu de pouvoir, de formation (le « séminaire »), une maison de retraite pour les sœurs âgées et un centre majeur d'œuvres charitables. Les Filles de la Charité sont implantées soit dans des paroisses (60 % servent en ville) soit dans des hôpitaux dont la moitié sont implantés dans des villes petites ou moyennes. À côté des sœurs servantes qui sont les déléguées de la supérieure et exercent en son nom l'autorité, sont progressivement mises en place les

visitatrices qui sillonnent leur province (14 en 1712, 20 en 1727) pour contrôler chaque communauté, aider à régler les problèmes et apaiser les tensions.

- 5 Plus de 500 fondations sont réalisées en France, dont 280 avant 1700, les années 1660-1700 étant les plus fécondes. Environ 420 établissements sont actifs en 1790 : plusieurs ont disparu au cours du siècle, notamment à la suite de la banqueroute de Law, mais il s'en crée presque 230 au cours de la même période, selon un rythme plus soutenu après 1750. Le régime des vœux se stabilise durant la seconde moitié du xvii^e s. : simples et annuels, prononcés au terme de cinq ans passés dans la compagnie, renouvelables chaque année le 25 mars par l'ensemble des sœurs. L'esprit de la compagnie est de privilégier « les bonnes filles de village », mais avec le temps et selon les régions, le recrutement s'ouvre aux élites populaires et s'urbanise. Après un ralentissement au cours des années 1695-1725, il redémarre et la seconde moitié du xviii^e s. témoigne d'une belle vitalité. La compagnie n'est pas en crise en 1790 : 3 000 religieuses âgées de 41 ans en moyenne, dont le tiers n'a pas dépassé la trentaine.
- 6 Des évolutions ont eu lieu, donnant une image plus contrastée et plus complexe de la compagnie qu'un siècle auparavant. Les permanences spirituelles sont évidentes : c'est toujours le Christ que les sœurs sont invitées à servir dans le pauvre, la dévotion mariale est plus que jamais à l'honneur et c'est par mépris du monde que l'on est censée entrer dans la Compagnie. Les fondateurs sont toujours présents dans les mémoires, avec la béatification (1729) puis la canonisation (1737) de saint Vincent de Paul, avec le transfert de la dépouille de Louise de Marillac dans la chapelle de la maison mère (1755), mais celle-ci tend à s'effacer dans l'ombre du premier. Des préoccupations nouvelles se manifestent, repérables à travers les rappels à l'ordre de la supérieure. Le soin des malades semble faire négliger l'oraison : mais n'est-ce pas l'effet indirect de la médicalisation croissante des pauvres ? Une vision moins doloriste de la vocation se fait jour. Les circulaires des supérieures s'enrichissent de références scripturaires et les directeurs s'inquiètent de la circulation d'ouvrages qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement des livres profanes. Ils entérinent les modifications d'un vêtement plus confortable, tout en condamnant la coquetterie. Mais l'évolution la plus profonde réside dans la représentation que les Filles de la Charité se font de leur fonction et dans celle que traduit la « gestion du personnel ». Les sœurs se spécialisent dans l'enseignement ou dans l'assistance aux pauvres malades ou âgés. Souvent elles demeurent d'abord une dizaine d'années dans un établissement où elles acquièrent expérience et compétence. Ensuite, mais ce n'est pas systématique, elles peuvent être affectées successivement à divers établissements de la même province. Arguant de leurs compétences, certaines revendiquent le droit d'exprimer un choix. La médicalisation croissante des hôpitaux, déchargés des mendiants par les nouveaux dépôts de mendicité, renforce les sœurs dans cette vision de leur fonction, d'autant que leurs compétences suscitent des rivalités avec certains métiers comme les apothicaires ou les chirurgiens. De même certains supérieurs doivent rappeler à l'ordre des sœurs qui, afin mieux se consacrer à leur « métier », sont tentées de recourir pour le reste à des domestiques salariées.
- 7 Ainsi, l'histoire des Filles de la Charité se situe à l'intersection de plusieurs champs. L'histoire religieuse ne bénéficie pas nécessairement des apports les plus neufs : c'est bien plutôt l'histoire des femmes qui est ici l'objet central, celle de leur difficile autonomisation sociale, de leur professionnalisation dans le cadre des progrès de la médicalisation et de l'enseignement populaire.

AUTEURS

BERNARD HOURS

Université de Lyon II